

Source : http://www.liberation.fr/debats/2018/06/29/europe-un-million-de-projets-pour-la-transition-ecologique_1662822?xtor=rss-450

Téléchargement 30 06 2018

Europe : un million de projets pour la transition écologique

Par [Gaël Giraud](#), économiste, directeur de recherche au CNRS et directeur de la chaire [Energie et Prospérité](#), [Mireille Martini](#), économiste et co-auteure de «[Financer la transition énergétique](#)» et [Alain Grandjean](#), économiste et membre du Conseil scientifique de la fondation pour la nature et l'homme — 29 juin 2018



Le drapeau européen projeté sur la Grand Place de Bruxelles le 31 janvier. Photo Emmanuel Dunand. AFP

Les pays de l'Union ont tout intérêt à défendre un budget commun qui financerait des initiatives durables. Il permettrait de redonner un sens au projet européen et créerait les nouveaux emplois du continent.

- Europe : un million de projets pour la transition écologique

L'Europe a encore un rôle à jouer. La perspective d'une nouvelle ère de prospérité, durable parce que partagée, peut devenir concrète à condition que toute l'énergie politique soit mise au déblocage de la capacité de l'Union européenne (UE) à investir massivement. L'enjeu : rien de moins que les millions de projets, petits ou grands, qui feront la transition écologique et les nouveaux emplois du continent.

Le compte n'y est pas

A lire la [déclaration franco-allemande de Meseberg](#), nous sommes pourtant encore loin du compte. Au rang des avancées, l'esquisse d'un budget de la zone euro dont tous les aspects devront être précisés malgré l'hostilité d'autres pays européens. Au rang des inquiétudes, le conditionnement renforcé de futurs coups de pouce financiers à un pays en difficulté, soumise au veto de capitales qui continuent de prôner l'affaiblissement irraisonné des protections sociales au nom d'une compétition de tous contre tous. Cela marquerait un contresens économique et historique car sans coopération, la transition écologique ne se fera pas.

Le compte n'y est pas, et la seule erreur serait de ne pas le dire, tant il paraît dangereux de laisser aux nationaux-populistes le monopole de la confrontation avec le dogmatisme économique des dix dernières années. En se contentant de cette modeste feuille de route, la France prend le risque de s'effacer de la scène européenne et de laisser le champ libre à l'affrontement de postures nationales de plus en plus hostiles à toute forme de coopération.

Mais pourquoi est-il si difficile d'avancer ? Il faut se rendre à l'évidence : il existe un profond désaccord d'une partie des opinions publiques européennes. Pour donner une chance à une réforme ambitieuse de l'architecture de la zone euro, encore faut-il redonner aux Européens l'envie d'avancer ensemble. Jusque-là priorité secondaire de la plupart des gouvernements européens, une transition écologique juste et la promotion de l'accord de Paris pour le climat pourraient être le socle d'une sortie politique de la crise européenne par le haut.

Et pour cause, l'envie de transition écologique transcende les actuelles divisions européennes et se traduit aussi bien par la victoire des écologistes hollandais aux dernières élections municipales que par le développement accéléré du bio dans l'agriculture italienne.

Un million de projets pour la transition

Un million de projets pour la transition, tel devrait être le mot d'ordre de ceux qui ne veulent pas que la zone Euro se morcelle. Dans l'économie circulaire, la rénovation des logements et bâtiments, les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la protection de la biodiversité, jamais le potentiel d'emplois nouveaux n'a été aussi fort. Jamais le besoin d'accompagnement et de financement n'a été aussi important. Le privé est trop endetté pour y parvenir seul. La puissance publique européenne doit donc mettre ses forces politiques et financières dans la bataille.

Dès cette année, l'UE décidera de son budget pour les années à venir. Il serait logique que la moitié des dépenses participent au développement d'une économie et d'une agriculture durable et que plus aucun euro n'aille à des projets climaticides. Emmanuel Macron a esquissé sur le sujet une ambition intéressante et pourrait y consacrer une réelle énergie politique. Pour orienter les choix économiques, la mise en place d'un prix adéquat du carbone en Europe reste une étape indispensable et il sera inévitable de travailler à une taxe carbone aux frontières, en commençant par viser les importations en provenance de pays qui ne jouent pas le jeu du combat contre le réchauffement.

Surtout, c'est autour de la Banque européenne d'investissement (BEI) qu'une réconciliation Sud-Nord peut se négocier au sein de l'Europe. Dotée de moyens suffisants, la BEI peut devenir l'un des principaux accompagnateurs et financeurs de la transition écologique. Pourvu qu'elle mette fin au financement des projets polluants et renforce son soutien aux projets «verts». Pourvu surtout qu'à travers elle, nous trouvions de nouvelles marges de manœuvre pour l'investissement public.

Etouffé par les règles budgétaires, le Sud n'a plus les moyens d'encourager l'investissement. Le nouveau gouvernement italien demande ainsi le retrait des investissements du calcul du déficit. Demande inacceptable pour le Nord qui refuse de faire confiance à des pays jugés laxistes. Nous proposons un compromis, ambitieux pour les uns, rassurant pour les autres : que seuls les investissements favorables à la transition écologique et en même temps soutenus par la BEI, dont la rigueur est reconnue, soient effectivement retirés du déficit public. La mesure semble technique ? Elle constituerait une évolution décisive.

Un million de projets pour la transition sur tous les territoires d'Europe. Cet objectif, qu'aucun pays ne peut atteindre seul, peut redonner un sens «progressiste» au projet européen. Aucun plan de communication ne remplacera les avancées que peut produire une véritable ambition politique. Oser dire qu'en l'état, le compte n'y est pas, c'est faire un pas vers la solution.

[Gaël Giraud, économiste, directeur de recherche au CNRS et directeur de la chaire Energie et Prospérité](#) , [Mireille Martini, économiste et co-auteure de «Financer la transition énergétique»](#) , [Alain Grandjean, économiste et membre du Conseil scientifique de la fondation pour la nature et l'homme](#)